

BURKINA FASO

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2023



**SAFEGUARDING
HEALTH
IN CONFLICT**



**Insecurity
Insight**
Data on People in Danger

Lettre du président



2023 a été une année bien sombre en ce qui concerne les violences commises à l'encontre des soins de santé. En 2022, la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit a comptabilisé un nombre inégalé d'incidents. Pourtant, en 2023, avec plus de 2 500 incidents, ce nombre est 25 % plus élevé.

L'intensité des conflits, qui, ces dernières années, ont été marqués par des attaques constantes à l'encontre du personnel et des structures de santé, a légèrement diminué, notamment en Syrie, au Yémen et dans la région du Tigray en Éthiopie. On aurait pu s'attendre à ce que la tendance globale des violences contre les soins s'infléchisse également. Au lieu de cela, aux premiers jours de deux nouvelles guerres catastrophiques, au Soudan et entre Israël et le Hamas, les soins ont fait l'objet d'une offensive impitoyable. Dans les deux cas, les parties au conflit ont causé la mort de personnel de santé, ont attaqué des structures et détruit des systèmes de santé. En parallèle, les attaques contre les soins de santé se sont poursuivies à un rythme effréné au Myanmar et en Ukraine, dépassant dans chaque cas plus de 1 000 incidents depuis le début des conflits, en 2021 et en 2022 respectivement. Dans de nombreux conflits chroniques, les forces combattantes continuent de kidnapper et de tuer des soignant-e-s et de piller des structures de santé.

Au même moment, de nouvelles tendances inquiétantes ont commencé à émerger. Au Burkina Faso, en Éthiopie, à Gaza, au Liban, au Myanmar, au Soudan, en Syrie, en Ukraine et au Yémen, des combattants ont utilisé des drones pour attaquer des dispensaires, des hôpitaux et des ambulances. Dans de nombreux conflits, les combattants se sont violemment introduits dans des hôpitaux ou les ont occupés pour y mener des opérations militaires. Des patients et du personnel soignant ont été blessés et ont perdu la vie en raison de ces incursions. Le comportement des combattants dans de nombreux conflits témoignent d'un mépris non dissimulé pour leur devoir de protection des civils et des soins de santé en vertu du droit international humanitaire (DIH). Tout en prétendant se conformer au DIH, Israël a promu une perception de ses obligations qui, si elle était acceptée, bafouerait les protections fondamentales que le DIH met en place pour les civils et les soins en temps de guerre.

Une constante des attaques reste l'impunité persistante dont bénéficient les auteurs de ces crimes. Depuis plus de dix ans, les gouvernements ne respectent pas leurs engagements maintes fois réitérés : réformer leurs pratiques militaires, cesser les transferts d'armes aux auteurs et traduire en justice les responsables des crimes.

Il nous faut une nouvelle approche qui doit passer par un leadership plus fort de la part des agences de l'ONU mais aussi par une volonté des gouvernements à œuvrer de concert avec la société civile et la communauté médicale pour agir bien plus fermement et mettre un terme au fléau des violences contre les soins de santé. Entre autres mesures, ils peuvent faire pression sur les procureurs à l'échelle nationale et internationale pour qu'ils se saisissent des dossiers de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis contre les soins de santé, mettre en place un soutien politique pour que les tribunaux spéciaux puissent contourner le veto des membres du Conseil de sécurité des Nations unies concernant les renvois devant la Cour pénale internationale, et restreindre la vente d'armes aux forces commettant des crimes.

Il y a aussi des lueurs d'espoir. Après des années d'inertie, l'Organisation mondiale de la Santé a fermement dénoncé les violentes attaques dont sont victimes les soignant-e-s et les structures de santé. Des groupes de la société civile font pression pour faire cesser les transferts d'armes aux auteurs de violence, tandis que certaines armées ont lancé des initiatives pour réduire le nombre de victimes civiles dans les guerres. Les dirigeants doivent s'appuyer sur ces initiatives. En agissant, ils ont la possibilité de mettre un terme à la souffrance de millions de personnes.

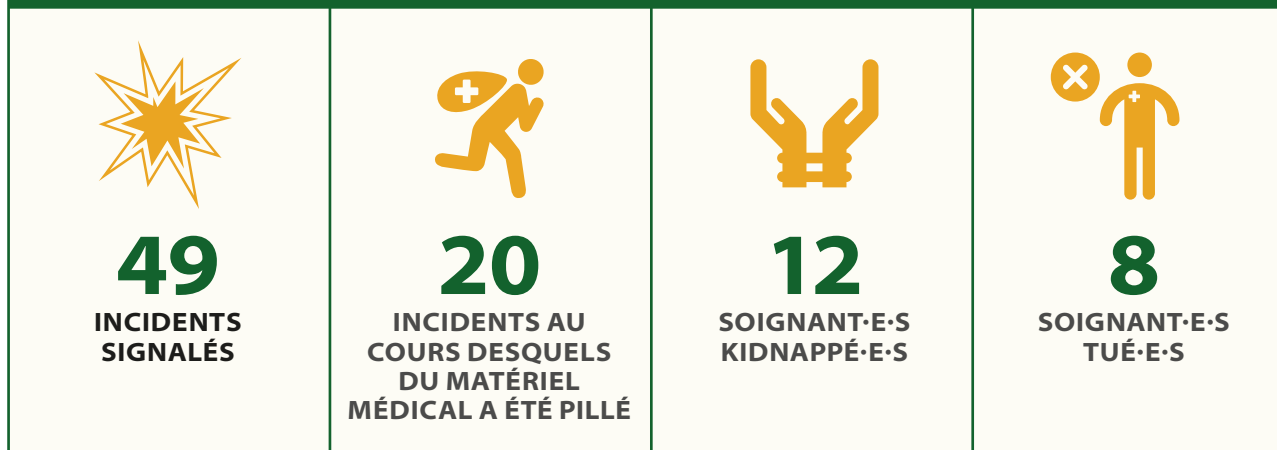
Len Rubenstein

Président, La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC)

[↓ Rapport complet \(anglais\) | Recommandations | Méthodologie | Données](#)



INCIDENTS SIGNALÉS ET PROBLÈMES LES PLUS SOUVENT RAPPORTÉS



↓ Source: 2023 BFA SHCC Health Care Data

APERÇU

La Coalition de protection de la santé dans les conflits (SHCC) a identifié 49 incidents de violence contre les soignant·e·s ou d'obstruction à l'accès aux soins au Burkina Faso en 2023, contre 66 en 2022. Au cours de ces incidents, 12 soignant·e·s ont été kidnappé·e·s, 8 ont été tué·e·s et du matériel médical a été pillé à au moins 20 reprises. Cette note d'information s'appuie sur les [données 2023](#) de la SHCC concernant les [soins de santé au Burkina Faso](#), disponibles sur le site de l'[Humanitarian Data Exchange](#) (HDX).

CONTEXTE

En 2023, les violences politiques se sont poursuivies au Burkina Faso. L'ACLED ([Armed Conflict Location & Event Data Project](#)) rapporte qu'en 2023, les décès de personnes dans des actes de violences politiques ont doublés pour atteindre 8 000 personnes. Cette augmentation s'explique par les insurrections djihadistes constantes de la branche sahélienne d'Al Qaïda, Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM) et par le groupe armé non-étatique de l'Etat islamique au Sahel. En avril 2023, en réaction à ces attaques, la junte militaire (au pouvoir depuis le coup d'état de septembre 2022) a annoncé une « mobilisation générale » pour reconquérir le territoire aux mains des groupes armés qui contrôlent environ 50 % du pays. Cette mobilisation est survenue à la suite du retrait des troupes françaises à la demande du gouvernement, en février 2023. Le gouvernement a également institué une politique de sécurité mettant la priorité sur la reconquête du territoire par rapport à d'autres postes de dépenses du gouvernement, telle que les soins de santé.

En 2023, le ministère de la Santé du Burkina Faso a dû faire face à une épidémie de dengue, avec plus de 150 000 cas suspectés et 709 décès. Des groupes armés ont imposés un blocus dans au moins 46 localités, impactant un million de personnes, tandis que les déplacements forcés massifs créent de nouveaux besoins humanitaires.

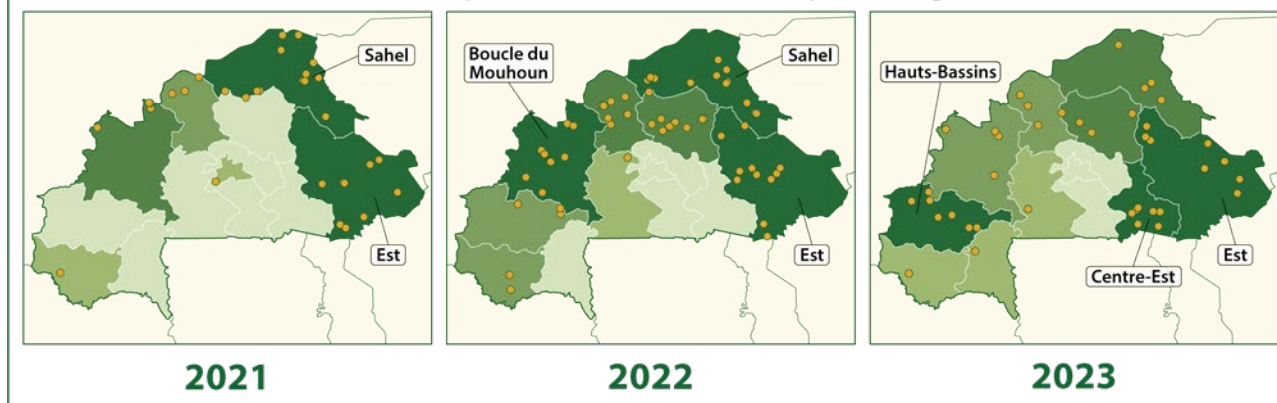


VIOLENCES OU OBSTRUCTION À L'ACCÈS AUX SOINS EN 2023

Les incidents de violences ou d'obstruction à l'accès aux soins ont été enregistrés sur toute l'année 2023 et sont répartis sur dix régions. Les signalements ont augmenté dans les régions du Centre-Est et des Hauts-Bassins et se sont poursuivis dans l'Est, notamment dans la province de la Gnagna. Le nombre d'incident a diminué dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, du Nord et du Sahel. Un nouveau cas a été enregistré dans la région du Sud-Ouest au cours duquel des combattants de JNIM ont tiré sur un centre de santé.¹ La moitié des incidents ont eu lieu dans des centres de santé.

Zones des incidents signalés affectant l'accès aux soins au Burkina Faso, 2021-2023

Un grand nombre d'incidents a été enregistré dans les régions du Centre-Est et des Hauts-Bassins en 2023, par rapport à 2022 où les régions les plus touchées étaient celles de la Boucle du Mouhoun et du Sahel. Comme les années précédentes, des cas sont toujours enregistrés dans l'Est.



Par rapport à 2022, le nombre de soignant-e-s tué-e-s a doublé et le pillage de médicaments essentiels a légèrement augmenté tandis que les détournements d'ambulances ont plus que réduit de moitié. Sur ces deux années, le nombre de soignant-e-s kidnappé-e-s est resté le même. Comme les années précédentes, la majeure partie des cas a touché des soignant-e-s qui travaillent dans des structures de santé nationales. Des ONG internationales ont été directement touchées lors d'un incident dans la Boucle du Mouhoun.

La plupart des incidents de violences ou d'obstruction à l'accès aux soins ont été attribué aux combattants du JNIM (excepté au Sahel), ce qui témoigne de la présence croissante du groupe au Burkina Faso. L'État islamique au Sahel a été désigné responsable à cinq reprises, contre trois fois en 2022. Les forces armées burkinabè seraient responsables de deux incidents dans le Centre-Est et le Nord. Dans les autres cas, les assaillants n'ont pas été identifiés.

Emploi d'armes explosives

Depuis que la SHCC a entamé son travail de surveillance des violences contre les professionnels de santé en 2016, c'est la première fois que des drones transportant des explosifs étaient utilisés lors d'attaques visant des professionnels ou structures de santé au Burkina Faso. Lors du premier incident, qui s'est produit en avril 2023, le centre de santé de promotion sociale (CSPS) de Sabouna dans la région Nord a été touché par la frappe d'un drone militaire du gouvernement dans la zone.² Le mois suivant, la frappe d'un drone du gouvernement sur un poste de contrôle du JNIM dans la région Centre-Est a touché une ambulance évacuant une femme enceinte, qui a perdu la vie avec trois professionnels de santé.³ Ces attaques illustrent



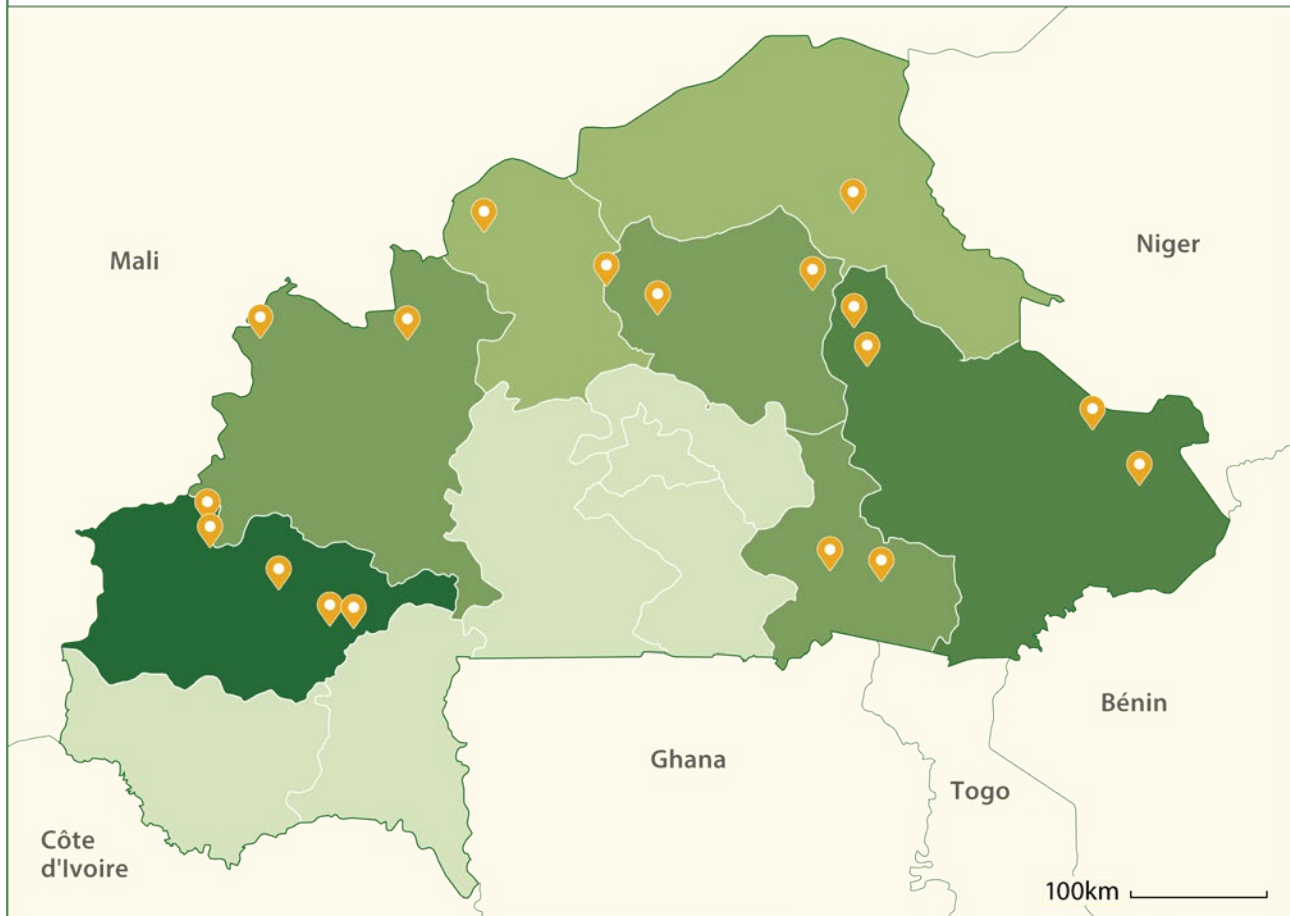
le recours croissant de l'armée burkinabè aux drones Bayraktar TB2 de fabrication turque pour mener des attaques contre les groupes islamistes, ce qui entraîne souvent des dommages collatéraux pour les populations civiles. Les munitions conçues pour le Bayraktar TB2 ont souvent une portée très large et causent mort et destruction au-delà de la cible visée, ce qui a des répercussions désastreuses sur le secteur de la santé. L'impact psychologique des attaques affecte profondément les soignant·e·s et les patient·e·s, créant une pénurie de personnel de santé et des barrières supplémentaires pour l'accès au soin des patient·e·s.

Pillage de fournitures médicales

Des médicaments et des fournitures essentiels ont été pillés dans des centres de santé, des entrepôts et des pharmacies à 20 reprises en 2023, contre 15 en 2022. Plus de la moitié de ces pillages ont eu lieu dans des pharmacies ou des entrepôts pharmaceutiques. Les pillages ont été enregistrés dans sept régions, avec en 2023, de nouveaux cas dans les régions des Hauts-Bassins et du Centre-Est. Ils ont pour la plupart été attribué à des combattants du JINM équipés d'armes à feu. A quatre occasions, des combattants du JNIM ont pillé des médicaments dans des structures de santé des régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est,

Incidents signalés de pillage de fournitures de santé au Burkina Faso, 2023

Des médicaments et des équipements essentiels ont été pillés dans des structures de santé à au moins 20 reprises en 2023. Les pillages étaient largement dispersés sur le territoire et principalement attribués à des combattants du JNIM équipés d'armes à feu.





de l'Est et des Hauts-Bassins, avant de mettre le feu aux bâtiments.⁴ Dans le Sahel, des combattants de l'Etat islamique au Sahel ont saccagé et pillé l'entrepôt pharmaceutique appartenant au centre de santé et de promotion sociale de Gangaol. Ils ont également volé des panneaux solaires et un réfrigérateur dans un centre de santé.⁵ Les soignant·e·s n'étaient pas présents lors de la plupart des pillages, ce qui suggérerait que l'accès aux fournitures de santé motive largement ces incidents. Une exception est à noter lorsque des combattants du JNIM ont fait irruption dans un entrepôt pharmaceutique pour y voler des fournitures médicales et une moto, avant d'incendier le bâtiment et d'ordonner aux soignant·e·s d'arrêter de travailler dans cette zone.⁶ En octobre, des combattants du JNIM ont reconverti une école du Centre-Est en centre de santé, l'approvisionnant avec des équipements médicaux volés lors des attaques.

Soignant·e·s kidnappé·e·s et tué·e·s

En 2023, douze soignant·e·s ont été kidnappé·e·s à l'occasion de sept incidents, un chiffre similaire à l'année 2022. Les kidnappings sont survenus entre janvier et mai dans quatre régions. La plupart des incidents sont attribués à des combattants du JNIM qui ont kidnappé des soignant·e·s en déplacement pendant leurs heures de travail, un schéma qui correspond aux années précédentes. En mars, des combattants de l'Etat islamique au Sahel ont kidnappé le gardien d'un établissement de santé dans la région du Sahel.⁷ Dans la plupart des cas, un seul membre du personnel est kidnappé, parfois avec un·e autre collègue. Un incident fait exception : en mai, dans le Centre-Est, trois infirmier·ère·s et un ambulancier ont été kidnappé·e·s sur la route par des militants présumés du JNIM.⁸ Sur les douzes victimes, trois ont été relâchées sous 24 heures, dont une après avoir été reconnu comme médecin par ses ravisseurs.⁹ Le sort du reste du personnel est inconnu.

En 2023, au moins huit soignant·e·s ont été tué·e·s à l'occasion de cinq incidents, contre quatre lors de trois incidents en 2022. Ces incidents ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Nord, de l'Est, et des Hauts-Bassins. Cela reflète un changement par rapport à 2022 où tous les décès signalés ont eu lieu dans la région du Sahel. Lorsqu'elles ont été tuées, la plupart des victimes étaient en route pour fournir des soins médicaux dans des zones reculées, y compris deux infirmier·ères en chef tué·e·s par des combattants du JNIM dans les régions de l'Est et des Hauts-Bassins.¹⁰ Les seules exceptions ont été les soignant·e·s tué·e·s par un drone dans le Centre-Est et un soignant tué lors d'une attaque plus globale par des hommes armés visant des civils dans le Centre-Nord en avril.¹¹

IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Le Cluster Santé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires a signalé que la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso a mené à d'importantes défaillances au niveau du système de santé. Au 31 janvier 2024, 425 structures de santé avaient fermé, privant plus de 4 millions de personnes d'un accès aux soins. Dans la région du Centre-Nord, 49 % des structures de santé n'étaient pas opérationnelles par manque de sécurité. L'insécurité a eu un impact négatif sur la santé des personnes : des flambées épidémiques sont signalées dans la plupart des zones concernées et les personnes atteintes de maladies chroniques rencontrent des difficultés d'accès aux traitements.

Au 31 janvier 2024, 425 structures de santé avaient fermé, privant plus de 4 millions de personnes d'un accès aux soins



Dans la région du Centre-Nord, province de Namentenga, département de Tougouri, seules huit structures de santé sur 29 étaient en mesure de fournir des services aux patients. Médecins Sans Frontières (MSF) a indiqué que ses services de santé ont été suspendus pendant presque un an. Cette interruption est survenue après le décès de deux membres de l'équipe dans une attaque dans la région de la Boucle du Mouhoun au cours de laquelle leur véhicule avait été ciblé. Suite à son retrait, l'organisation ne pouvait plus fournir de consultations de médecine générale ou de santé sexuelle et reproductive, ou même d'appui aux soignant-e-s s'occupant du dépistage de la malnutrition infantile.

Dans toutes les zones du pays touchées par la violence, un manque criant de personnel soignant a été observé. Amnesty International a signalé que les soignant-e-s ont tendance à « quitter les villes assiégées en raison des mauvaises conditions de vie et [qu'] il est difficile de les garder à leur poste à cause des risques ». On estime à un million le nombre de personnes vivant dans des villes et villages assiégés. Des douzaines de soignant-e-s ont quitté leur poste en raison « des attaques et des intimidations des groupes armés, qui réduisent encore davantage la disponibilité et la qualité des soins de santé ». Le rapport d'Amnesty International a également noté que les enfants, les personnes âgées et les personnes vulnérables ayant besoin de soins vitaux sont les plus affectés par cette situation.



VEILLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Le 8 février 2023, un véhicule marqué du logo de MSF a été pris en embuscade et attaqué par des hommes armés dans la région de la Boucle du Mouhoun. Cette attaque a causé la mort de deux employés, alors que deux autres ont réussi à prendre la fuite. Par conséquent, MSF a suspendu ses activités dans la région, à l'exception des urgences vitales. Suite à cet incident, Insecurity Insight a mené une analyse des opinions exprimées sur les réseaux sociaux Facebook et X (ex Twitter). Cette analyse a révélé une perception erronée des principes humanitaires, notamment du principe de neutralité.

En décembre 2023, un clip audio est devenu viral après l'attaque meurtrière de militants du JNIM sur la ville de Djibo, dans la région du Sahel. Dans cet audio, la Croix Rouge Burkinabé était accusée d'avoir eu connaissance de l'attaque en amont et d'avoir eu le temps d'évacuer, impliquant ainsi l'existence d'un contact inapproprié entre la Croix Rouge et l'acteur non-étatique. Insecurity Insight a mené une analyse des opinions exprimées dans les publications sur les réseaux sociaux. Elle a mis en avant la manière dont la violence envers les prestataires de soins les rend vulnérable à la désinformation concernant leurs intentions.



- 1 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44895.
- 2 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44847.
- 3 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44848.
- 4 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incidents 44898; 40063; 44867; 37709.
- 5 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incidents 44851; 42803.
- 6 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44898.
- 7 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44849.
- 8 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 39193.
- 9 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incident 44881.
- 10 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incidents 39615; 40469.
- 11 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 BFA SHCC Health Care Data. Incidents 44848; 38306.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*Safeguarding Health in Conflict* – SHCC) rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.

www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com